



AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION PUBLIQUE CONJOINTE

11 octobre 2017

EUR 62/7263/2017

AILRC-FR

LA FIN D'UNE LONGUE ET DOULOUREUSE ATTENTE : UN ANCIEN DÉTENU EST ENFIN AUTORISÉ À SE RENDRE À L'ÉTRANGER

« Malgré toutes ces années que j'ai passées derrière les barreaux, durant lesquelles j'ai connu la trahison, la séparation avec ma famille, la faim, la torture, et perdu la volonté de me battre [...] la solidarité s'est avérée plus forte que tous ces obstacles et épreuves. Tant qu'existera un mouvement de défense des droits humains, il sera possible de sauver les personnes qui partagent l'idée d'une vie au sein d'une société juste. »

Mourad Djouraïev, octobre 2017

L'Association droits de l'homme en Asie centrale, Amnesty International et International Partnership for Human Rights se réjouissent d'apprendre que les autorités ouzbèkes ont décidé le 7 octobre 2017 d'autoriser l'ancien député Mourad Djouraïev à se rendre à l'étranger. Cet homme avait été déclaré coupable d'infractions contre l'État et de charges motivées par des considérations politiques, puis condamné à 12 ans de prison à l'issue d'un procès inique en 1995.

Mourad Djouraïev a été libéré en novembre 2015 après avoir purgé une peine de 21 ans de prison dans des conditions cruelles, inhumaines et dégradantes. La peine initialement prononcée contre lui a été prolongée de manière arbitraire pas moins de quatre fois, en raison de prétendues atteintes de sa part au régime carcéral. Il lui a notamment été reproché de ne pas avoir correctement pelé des carottes.

Il souffre d'un problème à la colonne vertébrale nécessitant une intervention chirurgicale urgente, mais il ne lui était pas permis il y a encore quelques jours de quitter le pays afin d'être soigné en Allemagne.

En août 2017, le président Chavkat Mirziyoyev a signé un décret mettant fin à l'obligation légale pour les ressortissants ouzbeks de solliciter et d'obtenir la permission de se rendre à l'étranger avant de quitter le pays. Ce décret entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2019. Le recours à ces « visas de sortie » est une pratique abandonnée depuis longtemps dans les autres pays de l'ex-Union soviétique.

L'Association droits de l'homme en Asie centrale, Amnesty International et International Partnership for Human Rights exhortent les autorités ouzbèkes à agir immédiatement afin de mettre un terme à la pratique consistant à refuser arbitrairement de laisser sortir du pays les anciens détenus, notamment ceux incarcérés pour des motifs politiques. En particulier :

- **Mouhammad Bekjanov**, ancien rédacteur en chef, qui a été remis en liberté en février 2017 après avoir passé 17 ans en prison sur la base d'accusations motivées par des considérations politiques, mais qui reste sous surveillance policière. Mouhammad Bekjanov n'a pas encore demandé de visa de sortie pour se rendre à l'étranger afin d'y être soigné, car un policier lui a affirmé que les personnes sous surveillance ne sont pas autorisées à quitter le pays. L'épouse et les enfants de cet homme vivent aux États-Unis. Cela fait 19 ans qu'il n'a pas vu ses enfants, et il n'a jamais rencontré ses petits-enfants ; et
- **Mamadali Makhmoudov**, défenseur des droits humains et auteur, qui a été libéré en 2014 après avoir purgé une peine de 14 ans de prison prononcée pour des motifs politiques, mais qui n'a pas encore obtenu de visa de sortie malgré de nombreuses demandes effectuées depuis 2016, et n'est donc pas en mesure de quitter le pays afin d'obtenir des soins médicaux. Mamadali Makhmoudov souffre de problèmes cardiaques, gastriques (ulcère) et rénaux (calculs), et un stimulateur cardiaque doit lui être posé.

D'autres personnes qui ne sont pas en détention, mais qui critiquent les autorités ouzbèkes ou sont perçues comme des détracteurs de celles-ci, sont elles aussi arbitrairement privées de visa de sortie du pays. Par exemple, l'artiste **Vyatcheslav Akhounov** ne parvient pas à obtenir la permission de se rendre à l'étranger malgré de multiples demandes en ce sens depuis 2012. Il s'est d'abord vu refuser un visa en janvier 2012 après avoir critiqué Goulnara Karimova, fille du défunt ancien président Islam Karimov, sur le site Internet de l'agence de presse indépendante *Fergana*.

Fin/